



La politique économique de l'UE

13 février 2017

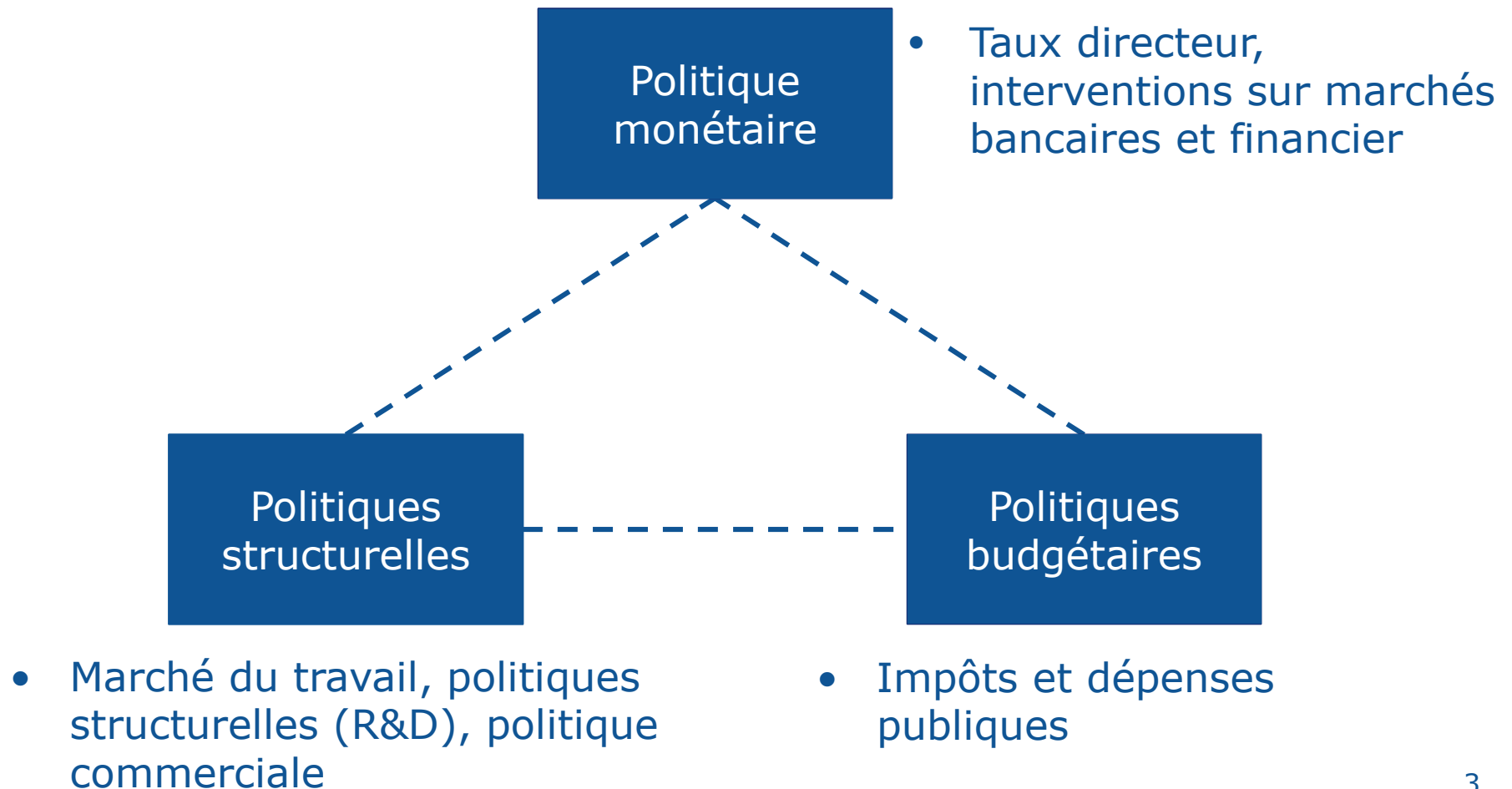
Olivier Coppens, attaché économique
Représentation en France de la Commission européenne



Sommaire

- **La politique économique de l'UE : quels outils ?**
- Quelle situation économique de l'UE : crise ou reprise ?
- Quelles orientations de politique économique pour 2017 ?

Les trois outils de la politique éco dans l'UE



Qui fait quoi dans l'UE sur la politique éco ?

	État-membre	Union européenne
Politique monétaire	<ul style="list-style-type: none">• Zone euro : Ø• UE : banque centrale indépendante	<ul style="list-style-type: none">• Zone euro : BCE• UE : Ø
Politiques budgétaires	<ul style="list-style-type: none">• Autonomie dans un cadre d'obligation de résultats	<ul style="list-style-type: none">• Surveillance des résultats
Politiques structurelles	<ul style="list-style-type: none">• Autonomie	<ul style="list-style-type: none">• Coordination• Impulsion (marché intérieur)• Autonomie (commerce)⁴



Le rôle de l'UE dans la politique économique

Coordination & surveillance

- **Semestre européen** pour coordonner les politiques économiques des États-Membres
- **Pacte de Stabilité et de Croissance** pour la surveillance de la politique budgétaire

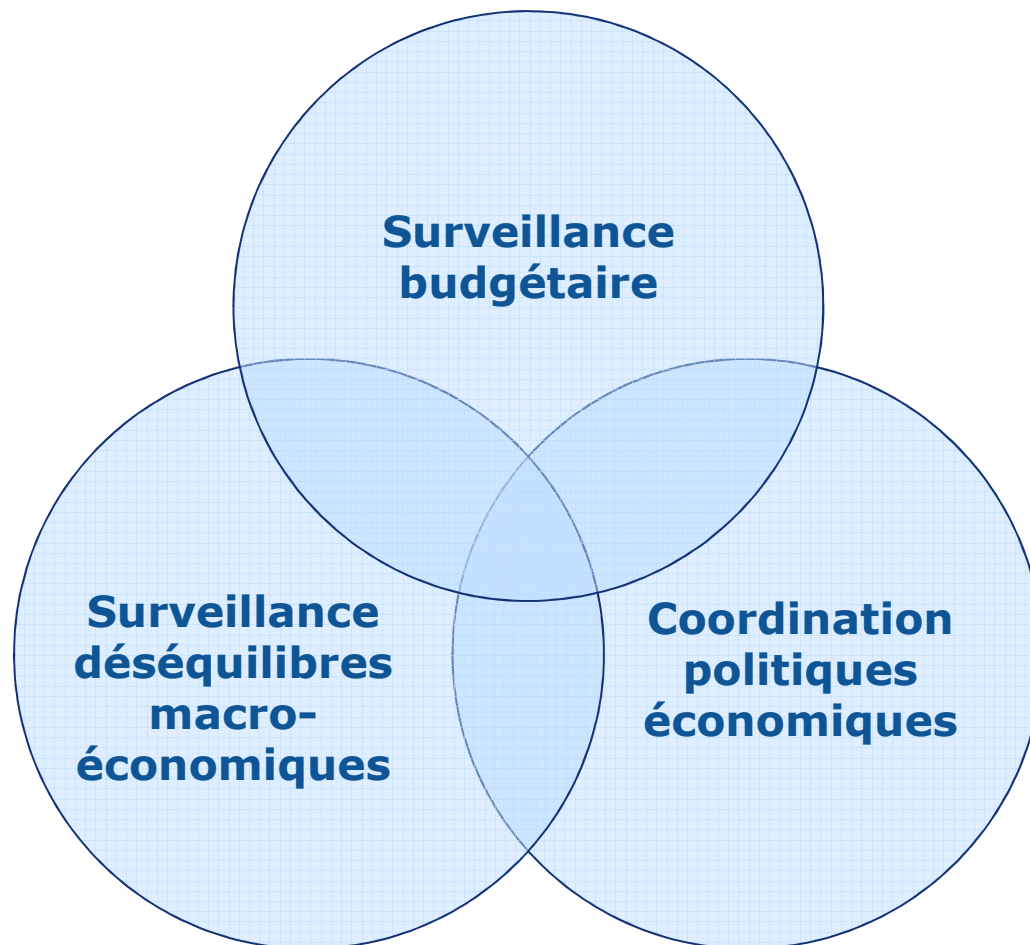
Impulsion

- Approfondissement du **marché intérieur**
- **Politique d'investissement** : plan Juncker, fonds structurels
- **Union bancaire** et réglementation des marchés financiers

Politiques autonomes

- Politique **commerciale** : CETA, TTIP
- Politique de **concurrence**

Comment se fait la coordination ? Semestre européen



- 3 processus complémentaires
- Chaque processus a ses propres règles
- Le semestre européen regroupe l'ensemble de ces règles



Les 3 procédures clé du semestre

Surveillance budgétaire

- Levier "historique" de la coordination éco
- Mise en œuvre du **Pacte de Stabilité et de Croissance**
- Nouvelles règles plus strictes introduites par **6-pack et 2-pack**

Surveillance déséquilibres macro

- Nouvelle procédure mise en place suite à la crise (6-pack)
- Réponse à **l'intégration grandissante** des économies
- Pouvoir plus contraignant de coordination économique pour résorber les déséquilibres

Coordination politiques économiques

- Formalisation des échanges entre les États-membres et les institutions européennes sur les politiques économiques
- Accentuation du **volet "coordination"**

Les 3 moments clé du semestre

Paquet
d'automne

- Lancement du semestre
 - **Examen annuel de croissance,** rapport sur l'emploi
 - **Rapport sur le mécanisme d'alerte**
- Avis sur les plans budgétaires nationaux

NOVEMBRE

Paquet d'hiver

- Publication des **rapports-pays** pour tous les États-membres
- Définition des niveaux de déséquilibres macro-économiques (**bilans approfondis**)

FÉVRIER

Paquet de
printemps

- Proposition **des recommandations spécifiques par pays**
- Si besoin : procédure dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance

MAI

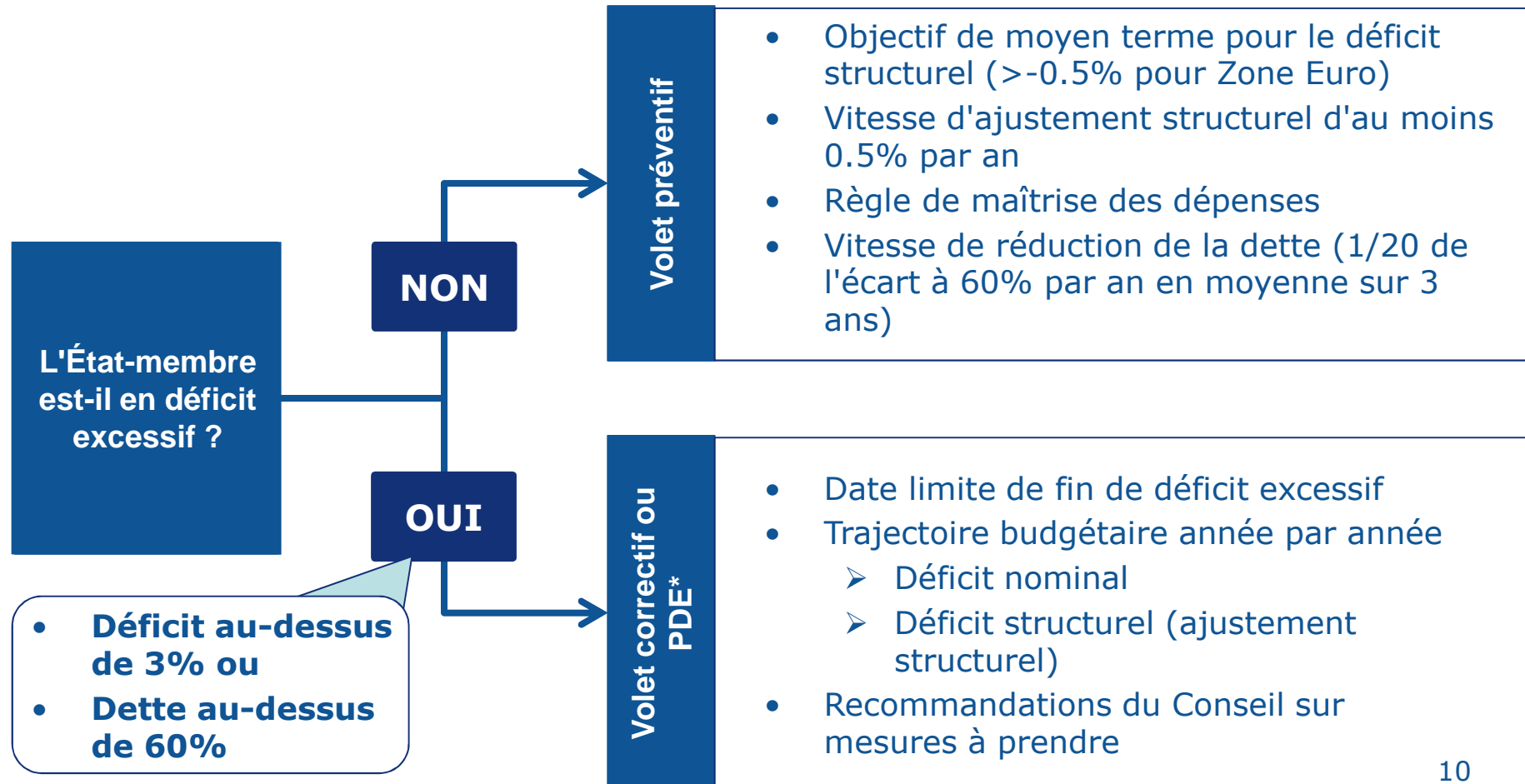


Principes de la surveillance budgétaire

- **Règles budgétaires communes :**
 - *Niveau maximal de déficit (3%) et de dette publique (60%)*
 - *Niveau du déficit structurel et de l'ajustement structurel*
 - *Croissance des dépenses publiques*
- **Surveillance par la Commission à partir d'éléments fournis par les États-Membres et décision finale du Conseil**
 - *Programme de stabilité couvrant au moins 5 ans soumis en avril (année précédente, année en cours + au moins 3 ans)*
 - *Commission analyse et propose au Conseil qui statue sur les conclusions de la surveillance (majorité qualifiée sans EM concerné)*
 - *Surveillance ex-post et ex-ante (analyse des budgets annuels)*
- **Règles différentes et plus sévères pour les pays de la Zone Euro**
 - *Possibilité de sanction financière*
 - *Règle sur déficit structurel plus strict*
 - *Surveillance de la Commission accrue (avis sur le budget)*



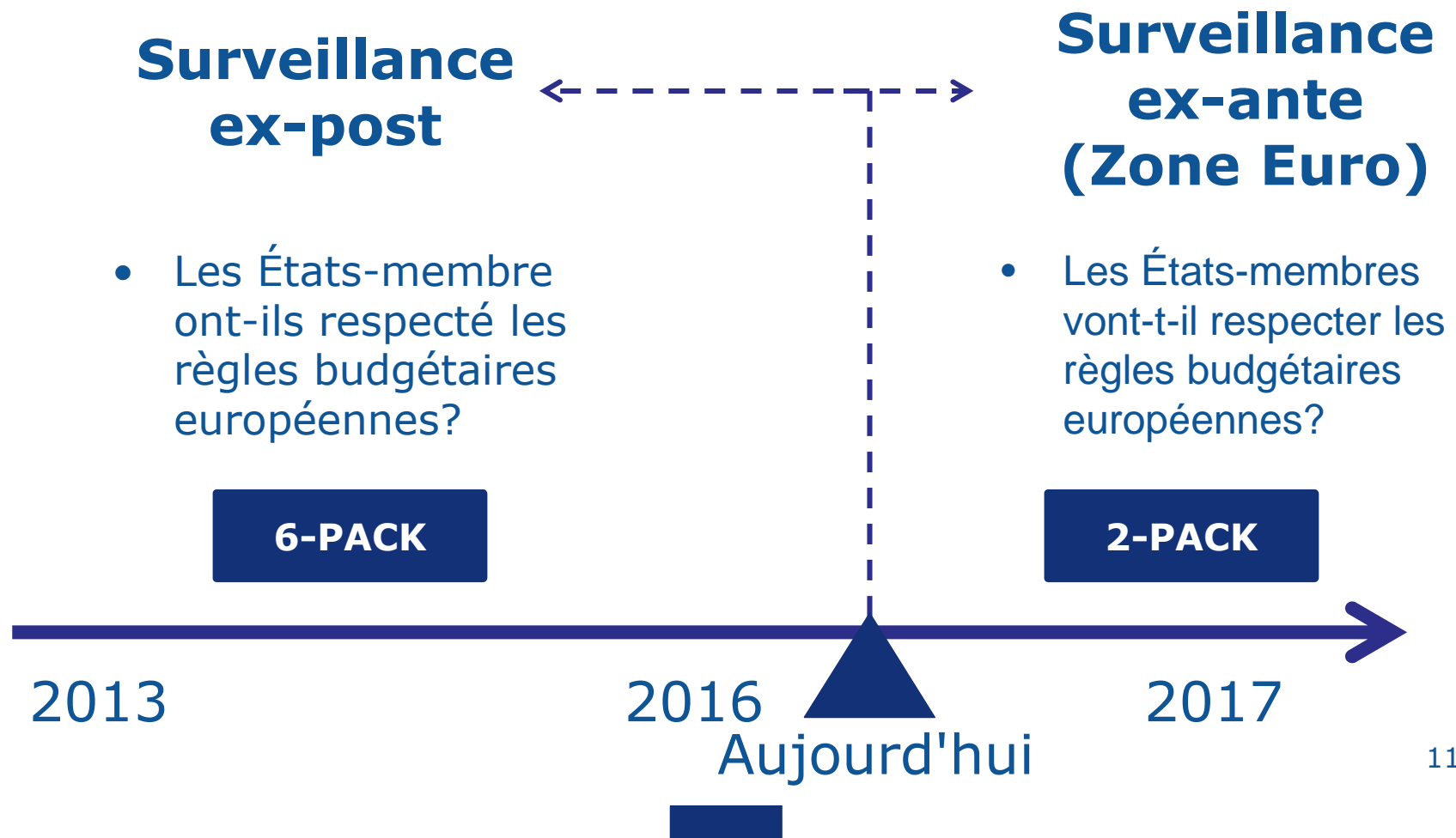
La surveillance budgétaire



* PDE = Procédure en Déficit Excessif



Les deux volets de la surveillance budgétaire

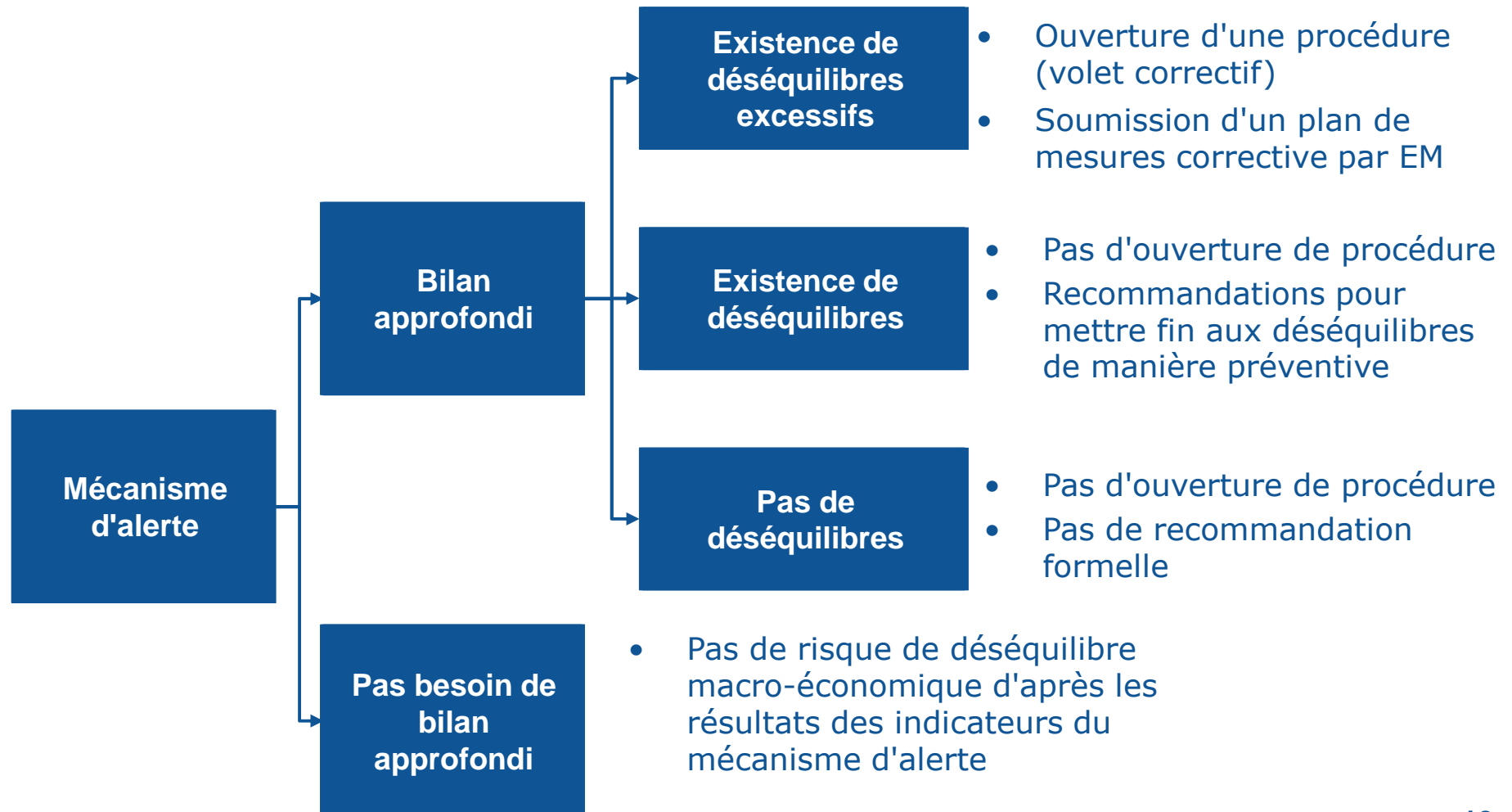


Principes de la procédure sur les déséquilibres macro-économiques (PDM)

- Identifier et résorber les **déséquilibres macro-économiques** qui peuvent constituer un risque pour l'UE
 - **Déséquilibres externes** : compétitivité et position financière externe
 - **Déséquilibres internes** : stabilité financière et niveau de chômage
- **Procédure de surveillance en 3 temps**
 - **Alerte** : évaluation par la Commission pour tous les EM du risque d'existence de déséquilibres (Rapport sur le mécanisme d'alerte Novembre)
 - **Analyse** : évaluation par la Commission pour les EM où il existe un risque de l'existence ou non de déséquilibres (Bilan approfondi en Mars)
 - **Action** : en cas de déséquilibre, recommandation par le Conseil d'actions à mettre en œuvre par l'EM (recommandations en Juin)
- Règles plus **sévères pour la zone Euro**
 - Possibilité de sanctions en cas de manquement répété à prendre des mesures pour réduire les déséquilibres (et non en cas de déséquilibres)



La surveillance macro-économique



Principes de coordination des politiques éco

- Priorités économiques communes à l'UE définies en novembre dans l'**Examen annuel de croissance** ("Annual Growth Survey" – AGS)
 - *État des lieux économique de l'UE et priorités d'action, en lien avec la stratégie Europe 2020*
 - *AGS est discutée ensuite au Parlement européen et au Conseil européen*
- En juin, la Commission propose des **recommandations spécifiques par pays** (+ zone euro) pour la mise en œuvre des priorités définies dans AGS
 - *Recommandations sur les réformes structurelles*
 - *Recommandations assez précises mais non contraignantes (possibilité d'"avertissement" par la Commission)*
 - *Recommandations proposées au Conseil, qui les valident ou les modifient ("assent or explain")*
- Suivi de la **mise en œuvre des recommandations** par la Commission tout au long de l'année, avec points d'étape en juin (programme national de réforme) et en novembre (budget)

Les recommandations, pivot du semestre

Dimension européenne

- Priorités européennes (examen annuel de croissance)
- Objectifs de la stratégie Europe 2020
- Prise en compte des externalités des politiques nationales (coordination)

Recommandations

- Spécifiques à chaque EM
- Adoptées par le Conseil de l'UE
- Non contraignantes*

Dimension nationale

- Suivi de la mise en œuvre des recommandations chaque année
- Dialogue avec l'État membre (programmes national de réforme / stabilité)
- Dialogue avec les parties prenantes

* Sauf si directement liées à la surveillance budgétaire ou à la procédure MIP

Calendrier simplifié du Semestre européen



Sommaire

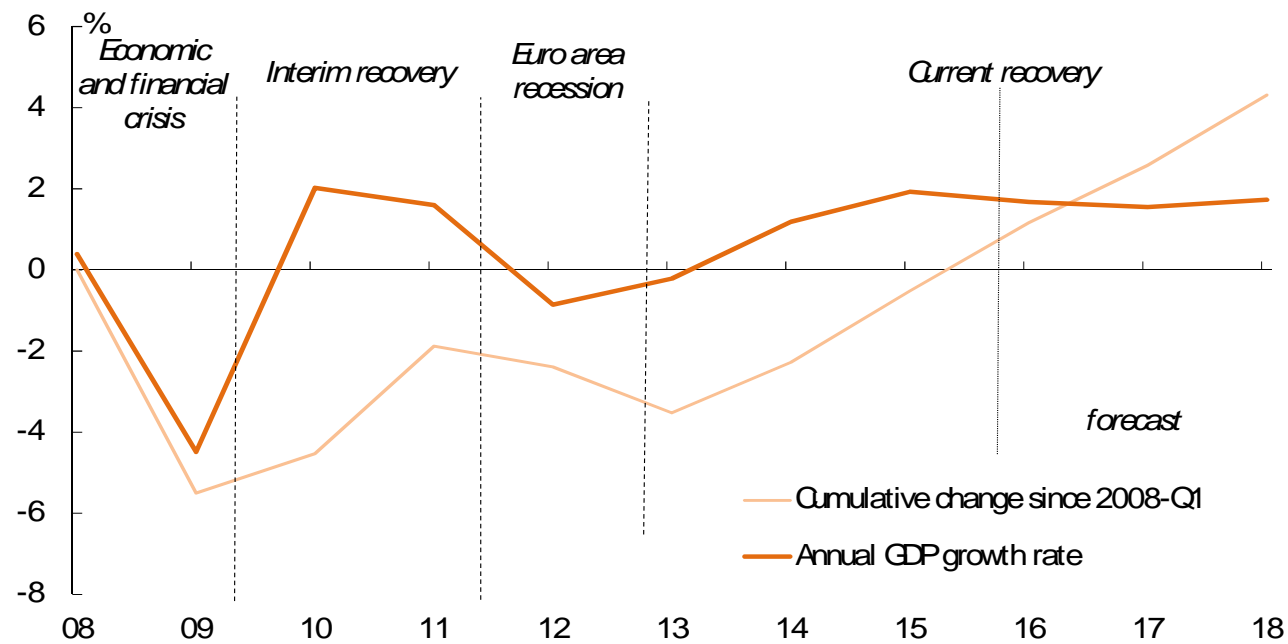
- La politique économique de l'UE : quels outils ?

- **Quelle situation économique de l'UE : crise ou reprise ?**

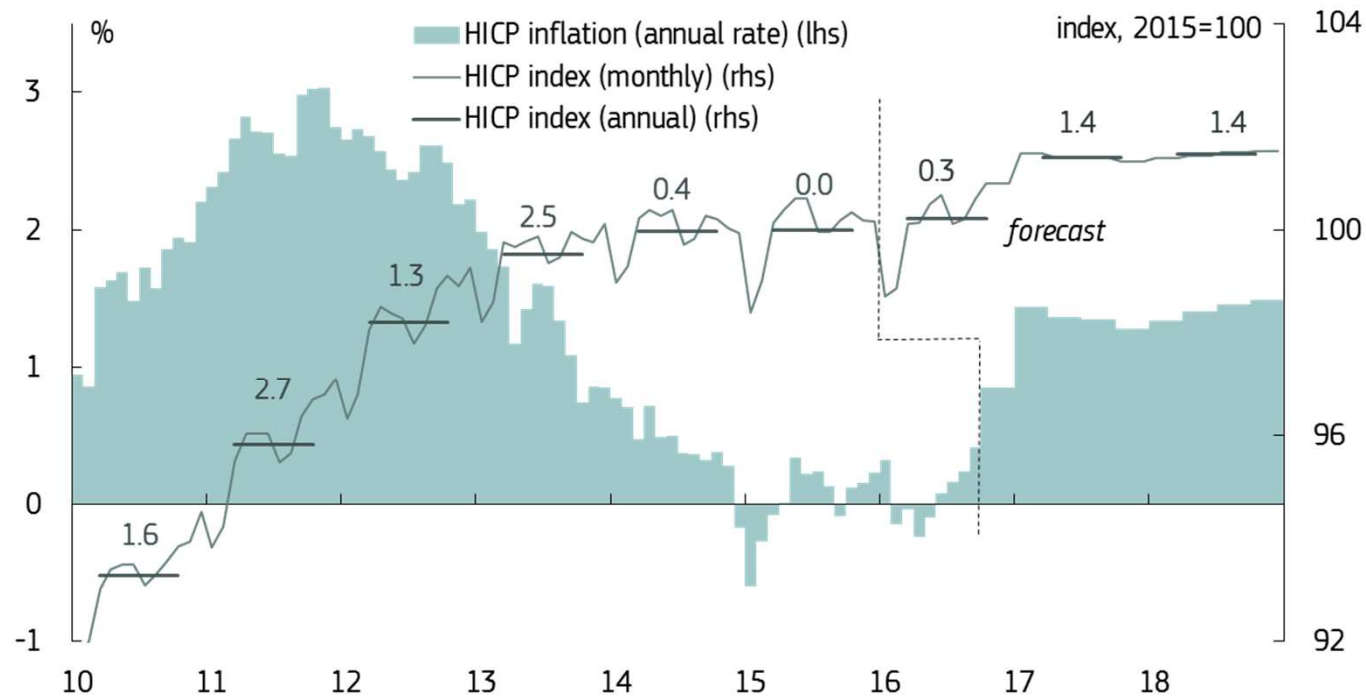
- Quelles orientations de politique économique pour 2017 ?

Une croissance modeste dans une période complexe

Taux de croissance annuelle du PIB de l'UE

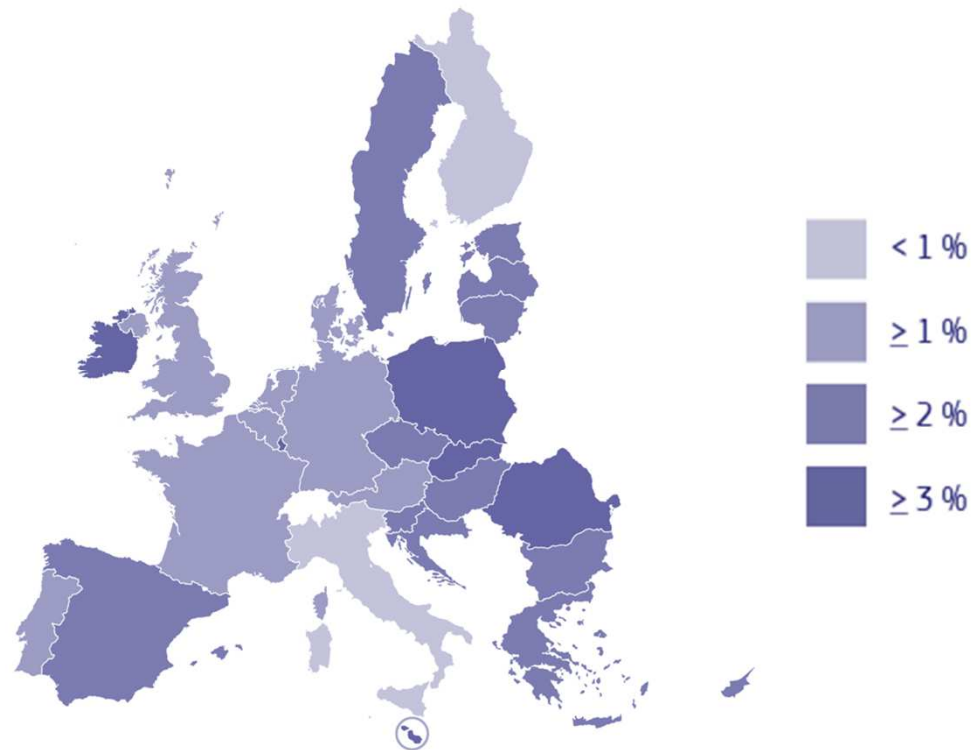


Le retour de l'inflation

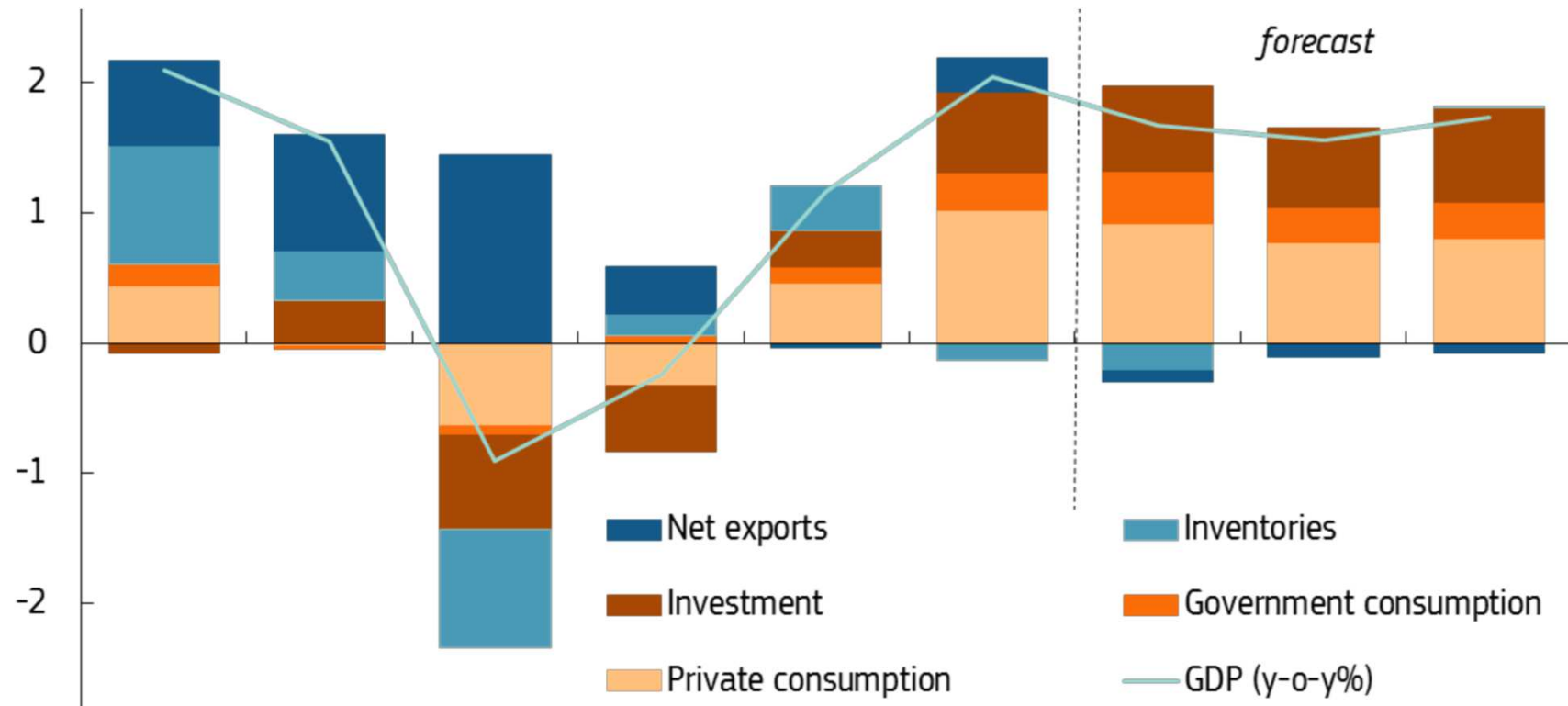


Figures next to horizontal bars are annual inflation rates.

Cartographie de la croissance (2017)



Une croissance tirée par la consommation

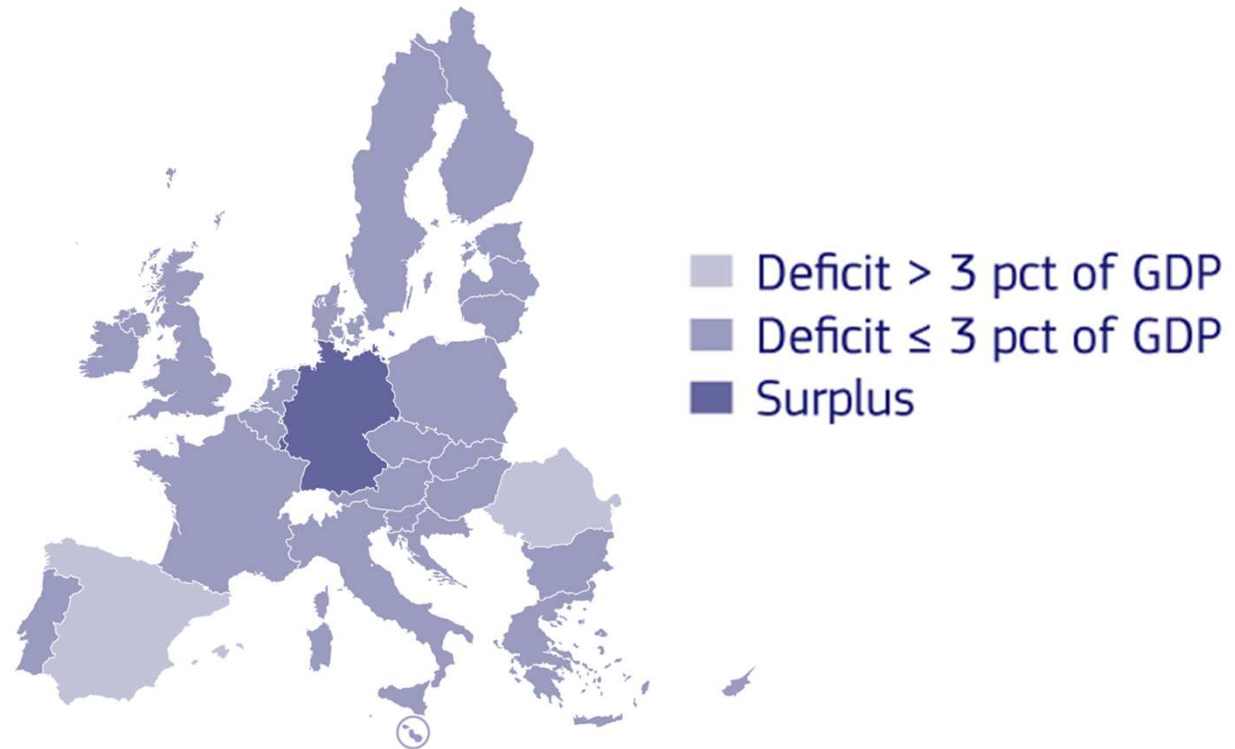


Une reprise qui génère de l'emploi

Taux de croissance de l'emploi et chômage

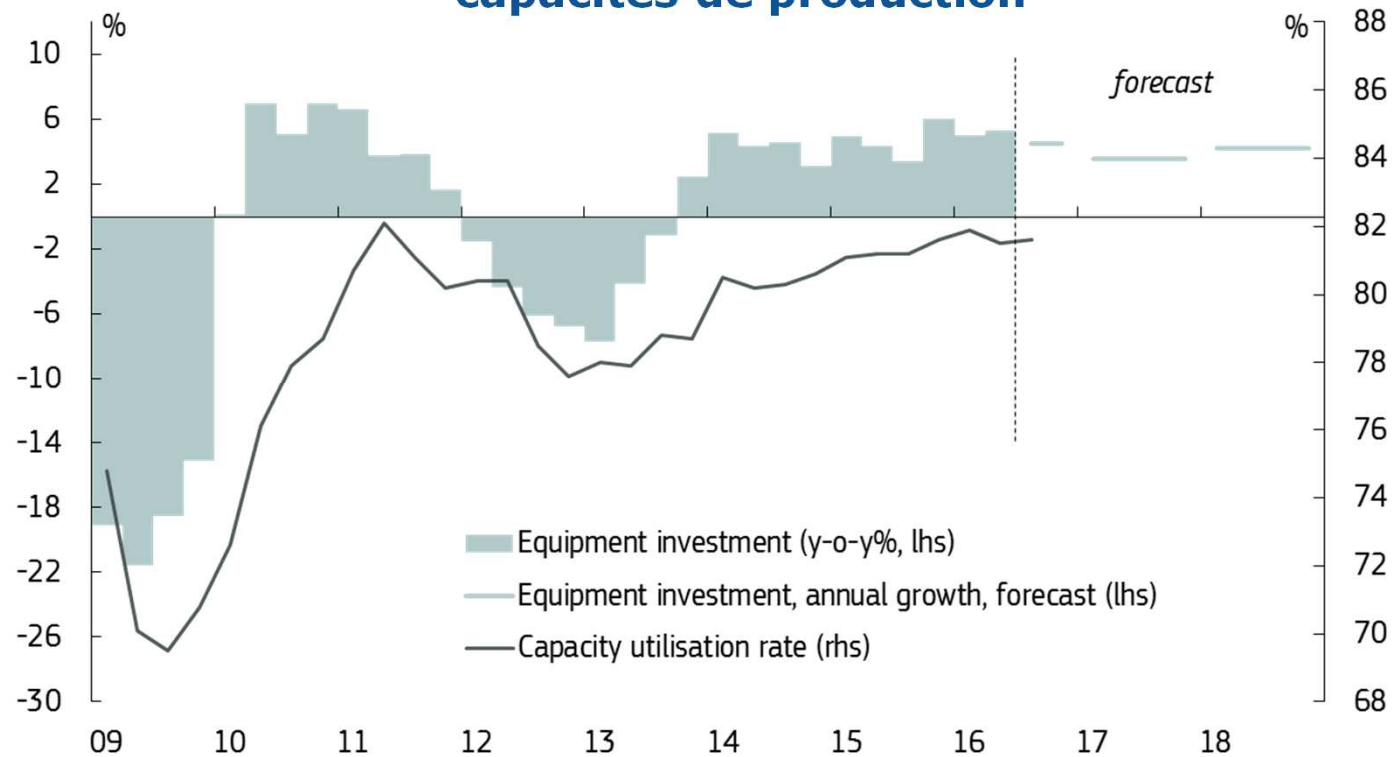


Perspectives budgétaires en 2017

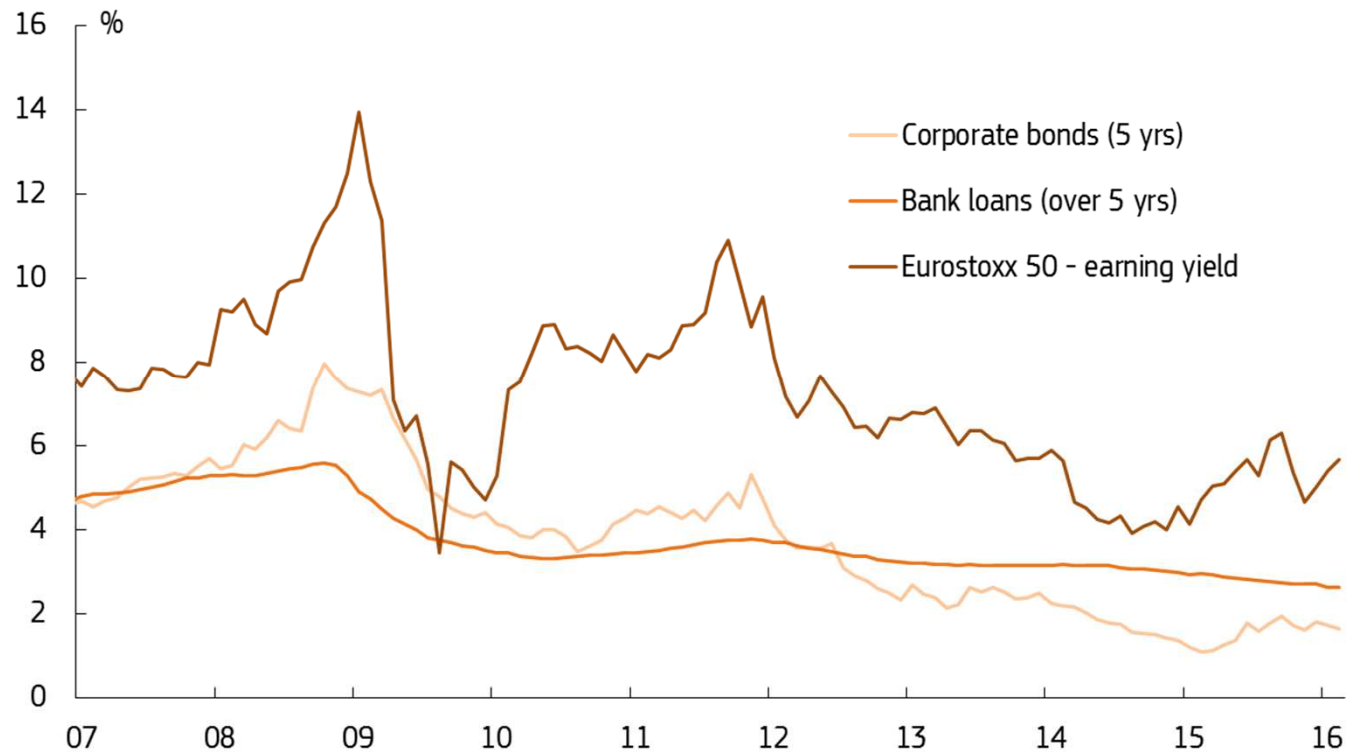


Une embellie du climat d'investissement en route vers un rebond en 2018

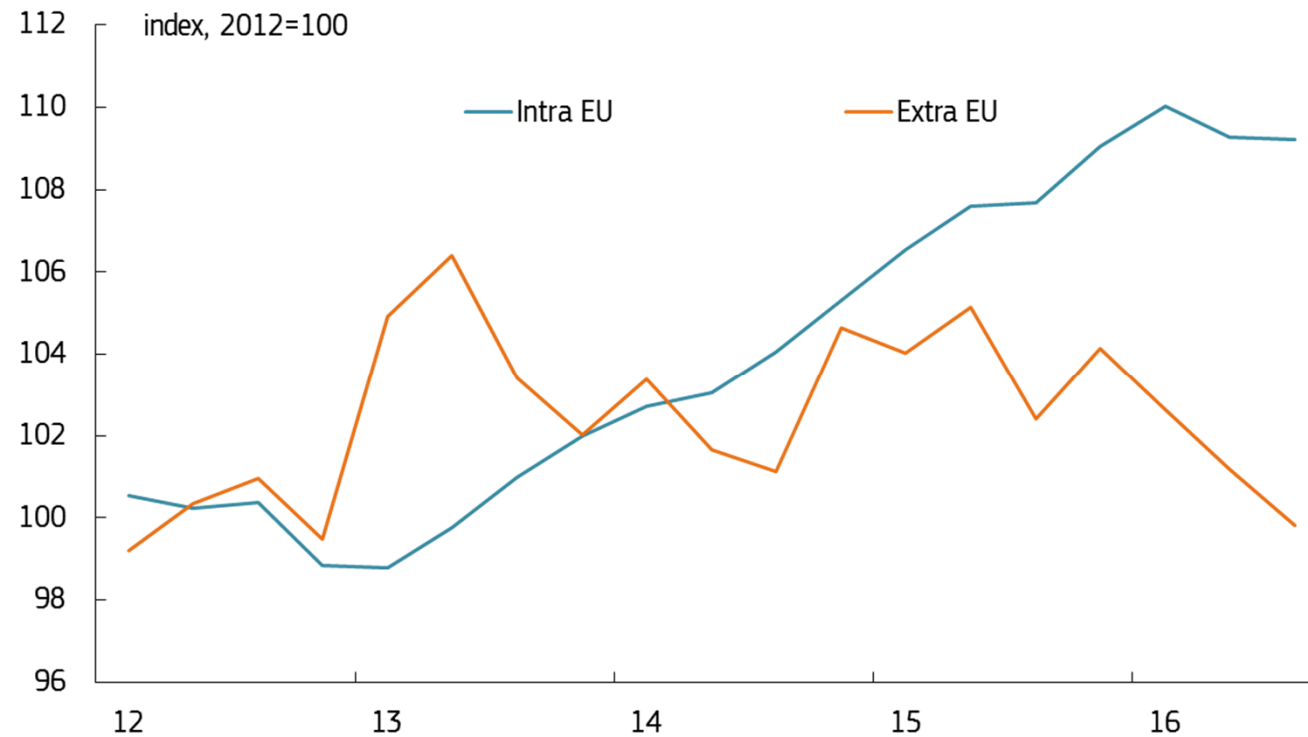
Investissement en biens d'équipement / taux d'utilisation des capacités de production



Une embellie du climat d'investissement en route vers un rebond en 2018



Un commerce intra-européen résilient face à une demande mondiale atone



Des incertitudes

- **Brexit: quel impact?**



- **Contexte géopolitique?**



- **BRICs: un atterrissage en douceur en Chine?**



- **Ralentissement des autres économies avancées**



- **Capacité des banques à relancer l'investissement?**

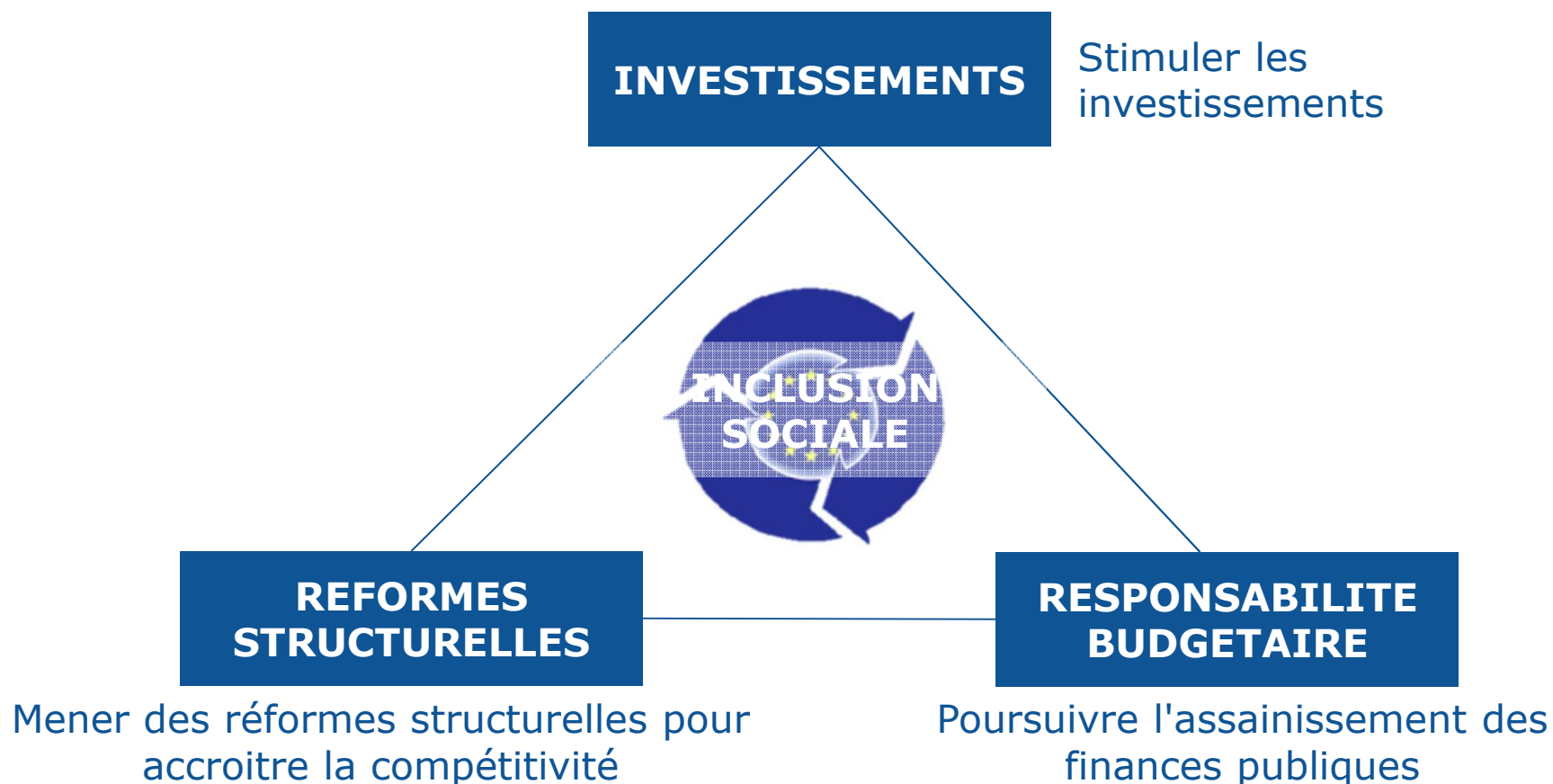


Sommaire

- La politique économique de l'UE : quels outils ?
- Quelle situation économique de l'UE : crise ou reprise ?

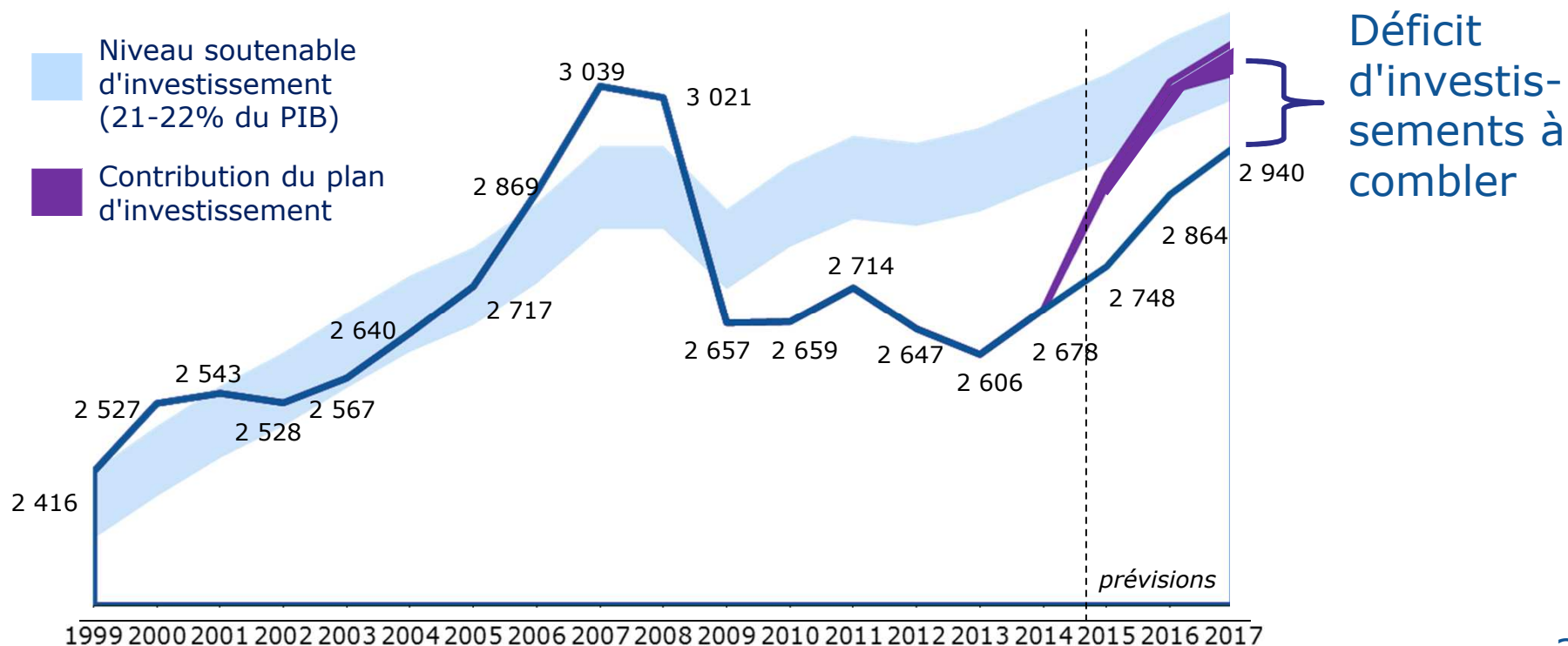
- **Quelles orientations de politique économique pour 2017 ?**

Priorités économiques au niveau européen



L'investissement en Europe a souffert durablement après la crise

Investissements en Europe Milliards d'euros





Dynamiser l'investissement aux niveaux européen et national

Améliorer l'accès au financement des entreprises

- Mise en œuvre de **l'Union des marchés de capitaux**
- **Fonctionnement du secteur bancaire**

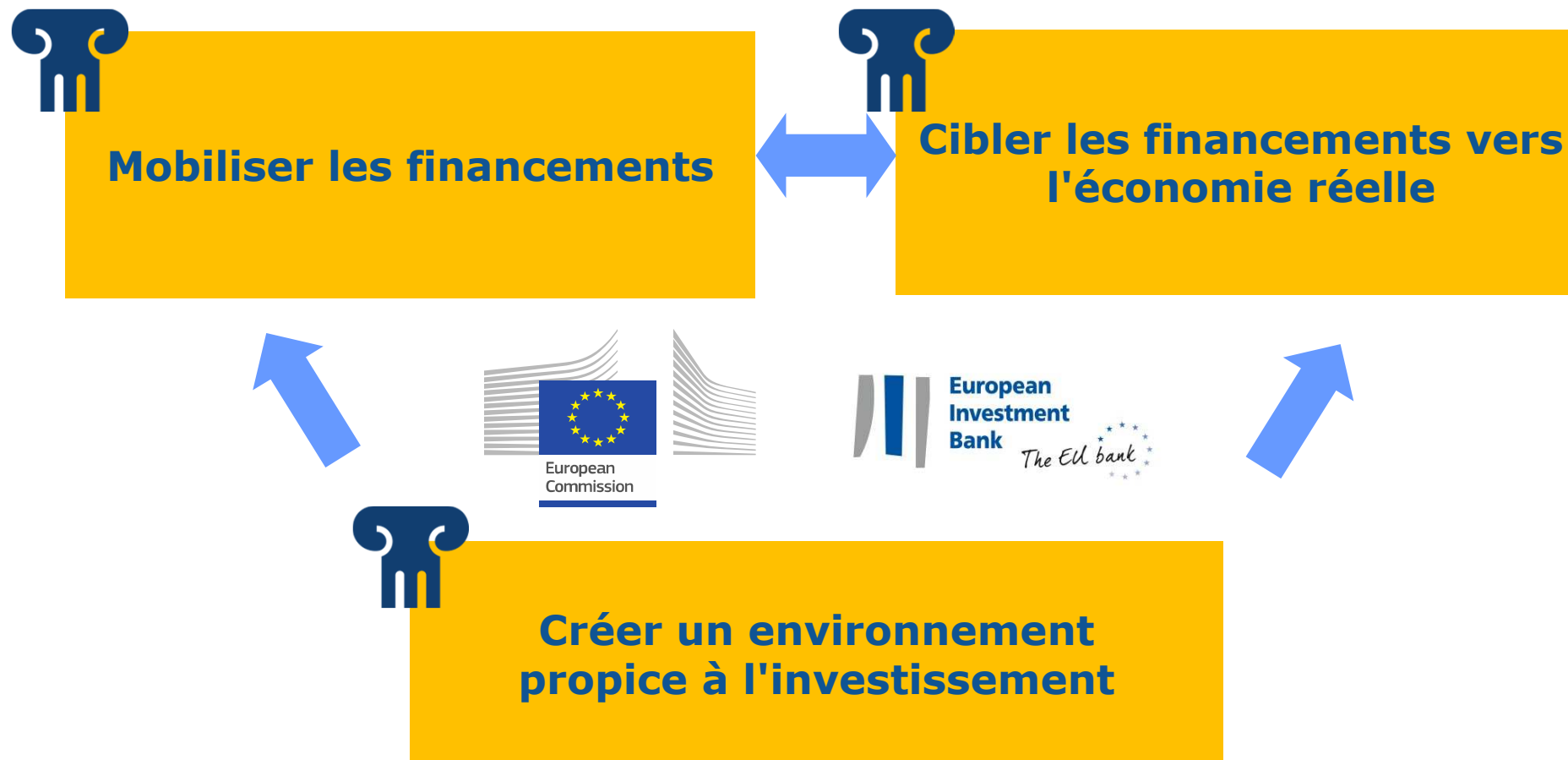
Dynamiser l'investissement européen

- **Plan d'investissement pour l'Europe** (EFSI 2.0)
- Prioriser les investissements sur secteurs stratégiques : transition énergétique, capital humain, infrastructures

S'attaquer aux obstacles à l'investissement

- **Réglementations** au niveau européen : infrastructures numériques, ACCIS
- **Barrières identifiées au niveau national** dans les recommandations par pays

3 piliers complémentaires et 2 acteurs clé



3 nouveaux outils à destination des porteurs de projets et des investisseurs

Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)

- Fonds visant à mobiliser **315 milliards d'euros** sur la période 2015-2017
- Fonds géré par la **BEI**



Plateforme de conseils en investissement (EIAH)

- **Point de contact unique** pour les conseils en investissements
- Gérée par la **BEI** : www.eib.org/eiah



Portail européen de projets (EIPP)

- **Base de données** pour recenser les projets d'investissements
- Géré par la **Commission**

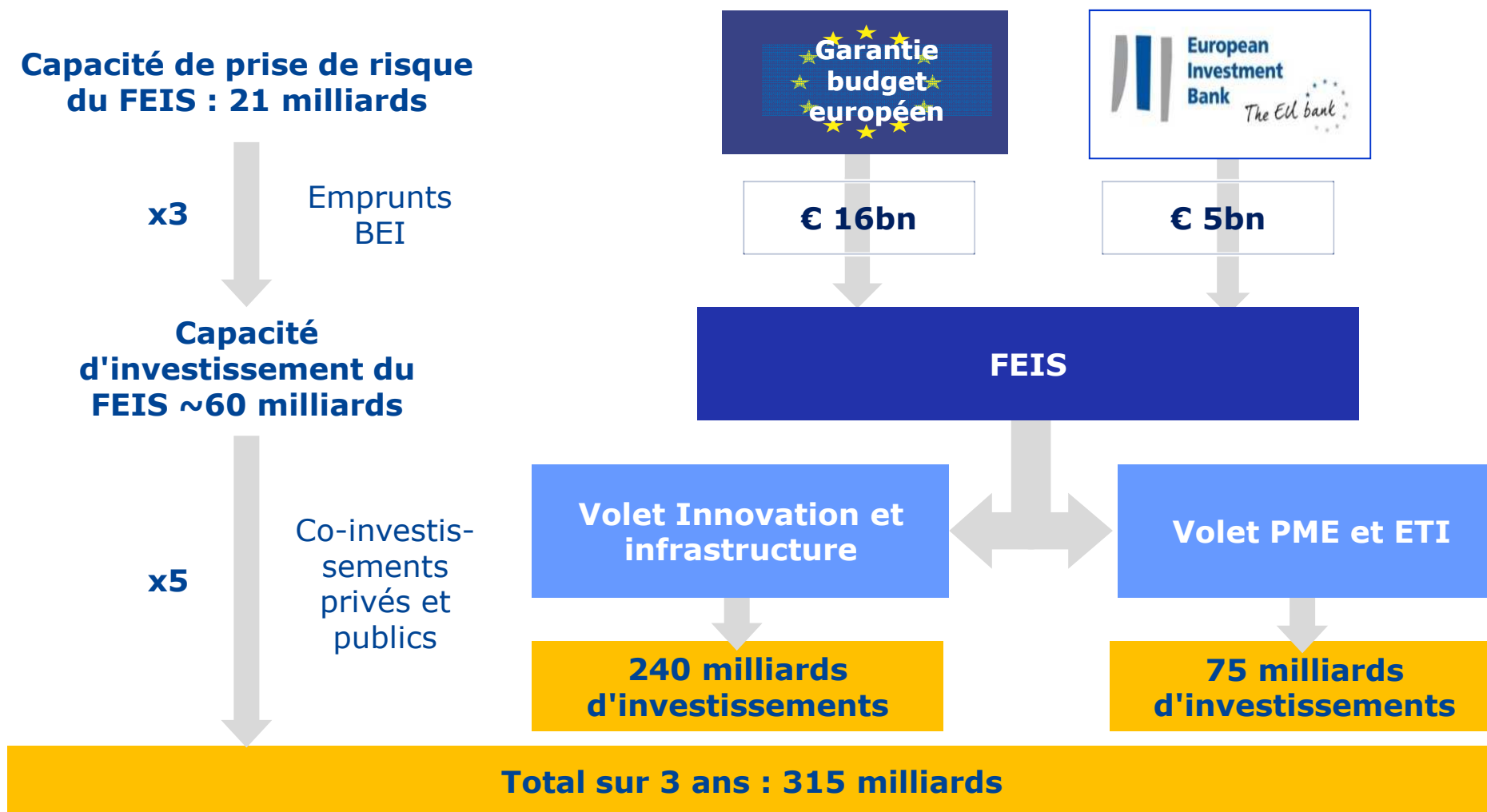




European
Commission



Principes du FEIS : effet de levier





European Commission



Mise en œuvre du plan Juncker

Dont
21,5 Mrd EUR
signés

Financements
approuvés au titre
du FEIS*

Les chiffres du Groupe BEI

Au 31.12.2016

Total des investissements liés aux opérations approuvées au titre du FEIS

30,2 Mrd EUR

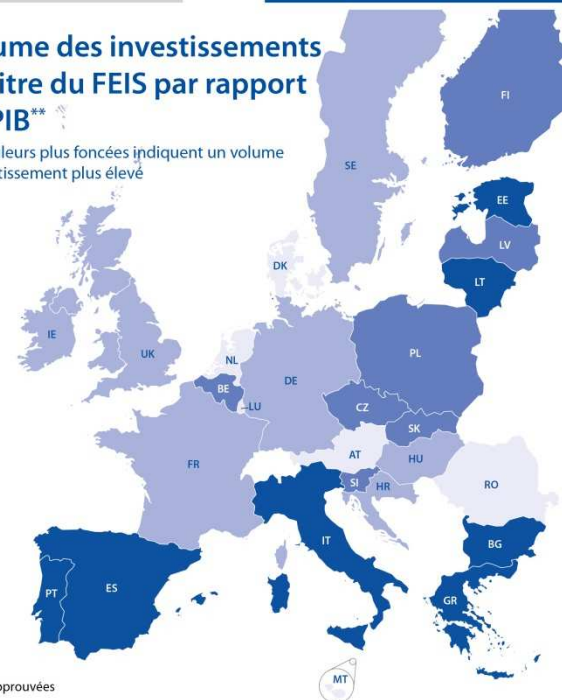
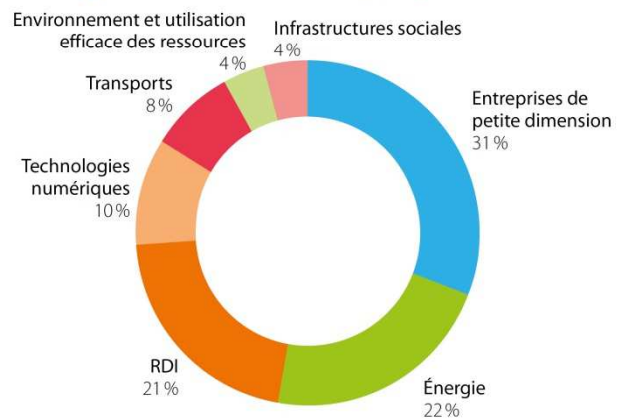
* Approuvés par la BEI : 22 Mrd EUR
Approuvés par le FEI : 8,2 Mrd EUR

163,9 Mrd EUR

Volume des investissements
au titre du FEIS par rapport
au PIB**

Les couleurs plus foncées indiquent un volume
d'investissement plus élevé

Investissements au titre du FEIS par secteur**



** sur la base des opérations approuvées



European
Commission



Responsabilité budgétaire : quelle orientation budgétaire pour la zone Euro ?

Une orientation positive est
nécessaire pour :

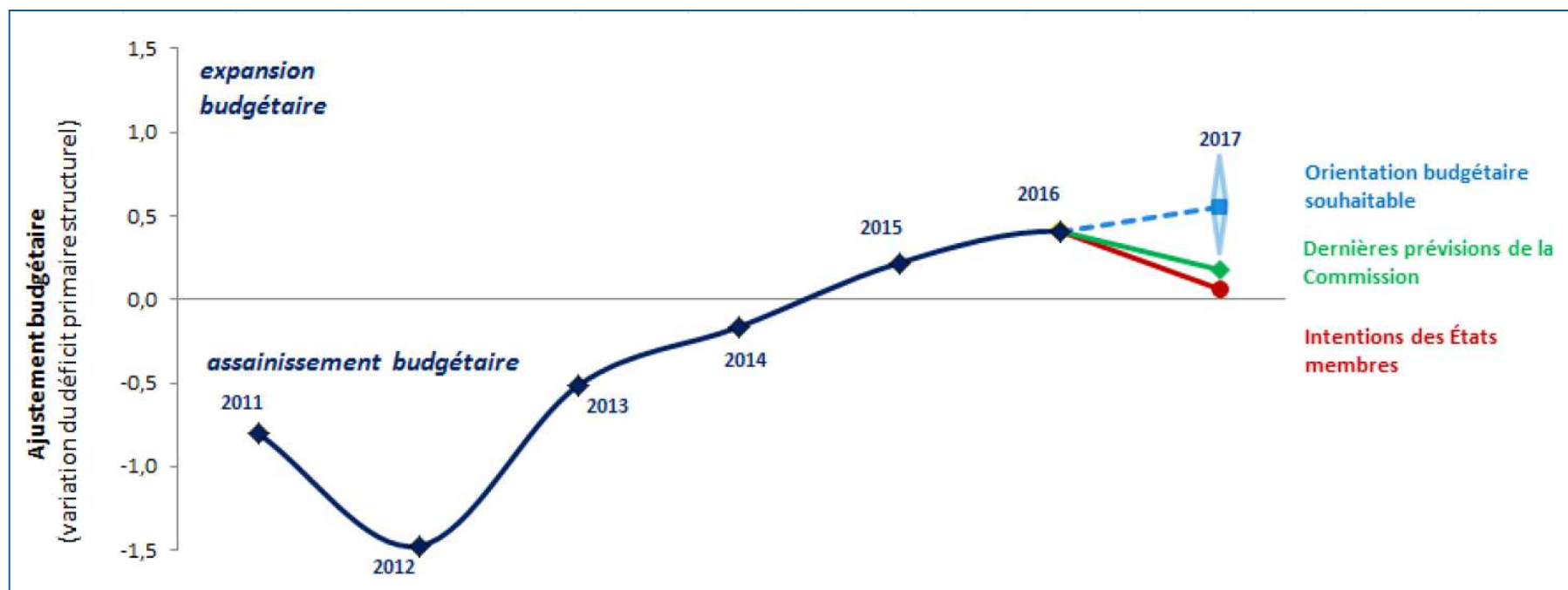
- Renforcer la durabilité de la reprise économique, notamment en appuyant la demande intérieure
- Nécessité de prendre le relais de la politique monétaire - inflation (actuelle et escomptée) sous les 2%
- Renforcer le potentiel de croissance à moyen terme

Objectif de
+0.5%
d'orientation
positive pour la
zone Euro dans
son ensemble

Une orientation positive est
efficace car :

- Taux d'intérêt proche de 0 ou négatif
- Croissance inférieure à la croissance potentielle
- Situation d'endettement des ménages
- Situation budgétaire agrégée de la Zone euro

Orientation budgétaire positive : comment y arriver ?



- Somme des politiques budgétaires nationales conduit à une orientation neutre
- "Spécialisation" de l'orientation budgétaire selon les capacités budgétaires de chaque État-membre
- Efficacité de la politique budgétaire dans les circonstances actuelles (effet multiplicateur et effet d'entraînement)

Poursuivre les réformes structurelles

Créer des emplois et accroître les compétences

- Réformes du **marché du travail**
- Favoriser **l'équité sociale**
- Politique pour **l'emploi des jeunes**
- **Éducation et formation**, notamment formation professionnelle
- **Dialogue social**

Moderniser l'État- Providence

- **Système de protection sociale** : promouvoir la participation au travail, sécurité d'emploi et un revenu de remplacement approprié
- **Réforme des retraites et des régimes de santé**, pour prendre en compte l'augmentation de l'espérance de vie

Approfondir le marché unique et les marchés nationaux

- **Stratégie(s) pour le(s) marché(s) unique(s)**
- Marchés publics
- **Secteurs des services**, y compris économie collaborative
- **Fiscalité** : ACCIS et TVA



Conclusions : la recommandation à la Zone euro

- 1 Mettre en œuvre **des politiques favorables à la croissance** à court et long terme [...], en priorité les réformes qui augmentent la **productivité**, améliorent l'environnement des affaires et institutionnel, suppriment les barrières à l'investissement et encouragent la création d'emploi
- 2 Atteindre une **orientation budgétaire positive** pour contribuer à un policy-mix équilibré par un stimulus budgétaire jusqu'à 0.5% du PIB
- 3 Mettre en œuvre des réformes qui encouragent **la création d'emploi, l'équité sociale et la convergence**, dans le cadre **d'un dialogue social efficace**
- 4 Trouver un accord sur un **système européen d'assurance des dépôts** et démarrer les travaux sur un "backstop" commun pour le fonds de résolution unique
- 5 Accélérer les initiatives pour **l'achèvement de l'union économique et monétaire**



France



European
Commission

Rappel des recommandations 2016-2017

1

**Stratégie
budgétaire**

- **Correction durable du déficit excessif** d'ici 2017 au plus tard

2

**Marché du
travail**

- Pérenniser les **réductions du coût du travail**
- Réformer le droit du travail pour **inciter à embaucher en CDI**

3

**Sécurisa-
tion des
parcours**

- Renforcer les liens entre **l'éducation et le marché du travail** (notamment apprentissage)
- Réforme de **l'assurance chômage**

4

Productivité

- Obstacles à **l'activité dans les services**
- Efficacité de **l'innovation**
- Programme de **simplification**

5

Fiscalité

- Réduire les **impôts sur la production**
- Supprimer les **dépenses fiscales inefficaces**
- **Prélèvement à la source**

Exemples de recommandations

Diagnostic économique

Recommandations clé



Italy

- Dette publique élevée
- Faible compétitivité
- Faibles gains de productivité
- Haut niveau de prêts non-performants

- Réforme de l'administration publique
- Réforme de la gouvernance du secteur bancaire
- Réforme des politiques actives du marché du travail
- Loi sur la concurrence



Germany

- Large excédent courant
- Investissement public trop faible
- Vieillesse de la population

- Tendance durable à la hausse des investissements publics
- Baisse des facteurs d'inefficacité du système fiscal
- Incitations à un départ à la retraite plus tardif et au deuxième travail des ménages.



Spain

- Hauts niveaux de dettes publique et privé
- Chômage très élevé, pour les jeunes et chômeurs de longue durée
- Productivité faible

- Correction durable du déficit excessif
- Mesures pour améliorer l'intégration sur le marché du travail
- Amélioration de l'adéquation entre enseignement supérieur et marché du travail
- Mise en œuvre de la loi sur unité du marché

Les recommandations, pivot du semestre

Dimension européenne

- Priorités européennes (examen annuel de croissance)
- Objectifs de la stratégie Europe 2020
- Prise en compte des externalités des politiques nationales (coordination)

Recommandations

- Spécifiques à chaque EM
- Adoptées par le Conseil de l'UE
- Non contraignantes*

Dimension nationale

- Suivi de la mise en œuvre des recommandations chaque année
- Dialogue avec l'État membre (programmes national de réforme / stabilité)
- Dialogue avec les parties prenantes

* Sauf si directement liées à la surveillance budgétaire ou à la procédure MIP

Calendrier simplifié du Semestre européen





France



France : éléments de diagnostic économiques

Contexte macro-économique

- **Croissance modérée (1.3%-1.4%)**
 - *Tirée par la consommation et des facteurs exogènes (euro, pétrole)*
 - *Investissement reprend graduellement mais investissement en équipement reste faible*
 - *Croissance potentielle en baisse*
- **Taux de chômage à 10% en diminution lente**

Déséquilibres macro-économiques

- **Dettes publiques élevées et croissantes** : 96.4% en 2016, projections à 97.1% en 2018
 - *Maîtrise du déficit par des outils conjoncturels (taux d'intérêt) plus que structurels*
- **Faible croissance de la productivité et à une compétitivité dégradée**
 - *Amélioration récente portée sur la compétitivité-coût*
 - *Peu d'effets structurels encore sur solde commercial*